

1829. 12 février, Londres.	Le même à Glenelg. Il envoie un exposé écrit au sujet de l'institution littéraire à propos de laquelle il a eu une entrevue avec lui ; il demande de bien examiner la question et il transmet une copie de la charte projetée.	Page 271
13 février, Londres.	<i>Inclus.</i> Exposé écrit. Charte proposée.	276 291
19 février, Londres.	Stewart à Stephen. Il sollicite ses bons offices.	462
23 février, Londres.	<i>Inclus.</i> L'évêque (anglican) de Québec. Il désire lui rappeler la demande faite au secrétaire des colonies (Goderich) de la somme de £50 pour le révérend A. Bethune, en retour des services qu'il a rendus au clergé ; Colborne a écrit à Goderich à ce sujet.	463
25 février, Londres.	Jones à Glenelg. Nouveaux détails relatifs à l'établissement de la compagnie de Prêt et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada.	88
25 février, Toronto.	Ryerson au même. Il renouvelle sa demande d'une subvention pécuniaire pour l'Académie du Haut-Canada ; il offre de lui fournir tous les renseignements supplémentaires qu'il peut désirer.	300
26 février, Toronto.	Jones au même. D'après la constitution, le gouverneur ne peut pas, après avoir réservé un bill, le confirmer ensuite par proclamation ou autrement ; cela ne peut être fait que par le conseil des ministres. Ce serait alors inutile de soumettre la question aux officiers en loi de la Couronne du Haut-Canada. Il n'y aurait qu'un seul moyen d'éviter la difficulté et il désirerait en causer avec lui personnellement.	89
27 février, Downing Street.	Rolph à McDonald. Il a transmis sa lettre au lieutenant-gouverneur. Il conseille certains changements qu'il lui demande de faire.	222
27 février, Downing Street.	Hewson à Hay. Il a reçu une lettre de Hay lui apprenant qu'il n'avait pu transmettre sa demande, vu qu'il n'existe pas d'Association coloniale de l'Amérique du Nord d'Irlande. Il a appris depuis que cette société devait prochainement fonctionner. Le juge en chef serait heureux si son opinion (Hewson) pouvait être transmise.	9
27 février, Londres.	Lettre non signée à Head. Il envoie la copie d'une lettre de Jones par laquelle il demande une situation de juge ou bien d'être nommé membre du Conseil législatif ou exécutif. Il envoie aussi une copie de la réponse, dans laquelle il verra que Jones a été informé que la recommandation du gouvernement de la colonie était nécessaire pour être appelé au Conseil législatif ou exécutif.	85
27 février, Londres.	Jones à Stephen. Il craint d'échouer tant dans sa mission publique que dans ses affaires privées.	90
29 février, Downing Street.	Le même à Glenelg. Il serait heureux si le projet de loi constituant la Compagnie de prêts et d'assurance sur la vie était immédiatement sanctionné. Si cela ne se pouvait, comment faudrait-il procéder pour réussir ?	92
— février.	Grey à Ryerson. Les sentiments de Glenelg relativement aux avantages de la propagation de l'instruction sont les mêmes que ceux de Ripon et c'est son devoir autant que sa satisfaction d'appuyer les désirs de Sa Majesté sur ce point, mais le transfert de l'administration du revenu territorial et imprévu empêche le gouvernement d'obéir davantage ce revenu et il ne serait pas justifiable de demander au gouvernement impérial de prendre la place du gouvernement local, auquel seul il faut s'adresser, et Glenelg ne peut qu'avoir confiance qu'une question aussi importante ne suscitera pas de luttes de partis quant au mode de concession de terre. Ce système a été complètement changé depuis la concession faite au collège du roi, et il ne se fait plus de concessions gratuites.	266
Février (?).	Lettre non signée au procureur général et au solliciteur général. Il leur donne instruction de faire rapport au sujet de la charte projetée de l'Académie wesleyenne.	273
	Rolph à Head. Il transmet la lettre qu'il vient justement de recevoir, afin qu'il ne perde pas son temps à des démarches inutiles. Importance	